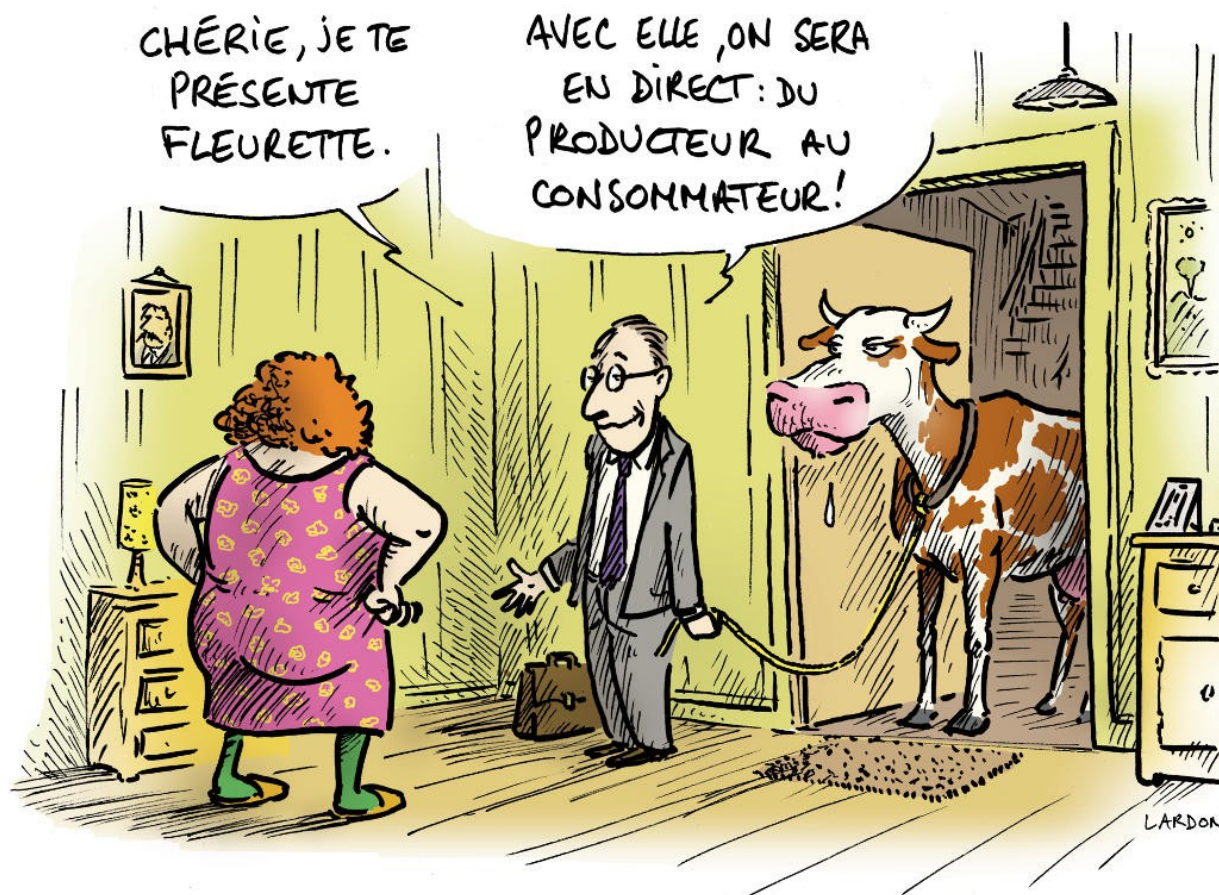


# Abécédaire spécial « Agriculture »



« Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. » Karl Marx, Le Capital.



Juillet 2015

# Sommaire

Abécédaire spécial « Agriculture ».....	1
« 5 » comme « 5 fruits & légumes ».....	3
« 1000 » comme « 1000 vaches ».....	3
« A » comme « Agriculteur ».....	3
« B » comme « Biologique ».....	3
« B » comme « Blocage des prix ».....	4
« C » comme « Circuits courts ».....	4
« E » comme « Eau ».....	4
« F » comme « Faim dans le monde ».....	5
« F » comme « Forêt ».....	5
« G » comme « Grande distribution ».....	5
« H » comme « Halle alimentaire ».....	6
« J » comme « Jardins ouvriers » ou « agriculture urbaine » .....	6
« L » comme « Lait ».....	6
« M » comme « Mal-bouffe ».....	7
« O » comme « Organisme Génétiquement Modifié (OGM) ».....	7
« P » comme « Productivisme ».....	8
« P » comme « Pêche ».....	8
« P » comme « Politique agricole commune (PAC) ».....	9
« R » comme « Roundup ».....	9
« R » comme « Recherche ».....	9
« S » comme « Santé ».....	10
« S » comme « Spéculation ».....	10
« T » comme « Terres ».....	10
« T » comme « TAFTA ».....	11
« V » comme « Viande ».....	11

## « 5 » comme « 5 fruits & légumes »

On nous dit qu'il faut manger des fruits et légumes, encore faut-il pouvoir se les payer. Les fruits et légumes sains, de qualité, restent inaccessibles pour une majorité de personnes. Cette recommandation de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) de manger 400 grammes de fruits et légumes par jour implique un budget mensuel de 146 euros par mois pour un couple et deux enfants.

Nous ne sommes donc pas tous égaux face à cette recommandation de santé publique, d'autant que les clivages sociaux s'aggravent : la part du budget consacré à l'alimentation ne cesse de progresser, et plus les ménages sont pauvres, plus cette part est élevée. Elle atteint jusqu'à 20% du budget d'un ménage modeste : alors que le pouvoir d'achat annuel des Français baissait de 1 500 euros entre 2009 et 2013, le prix moyen d'un kilo de fruits et d'un kilo de légumes bondissait de 25%. Manger sainement reste un luxe : les fruits et légumes bio sont 70 % plus chers que les fruits et légumes conventionnels. Seulement 11% des français consomment 5 fruits et légumes par jour. 43 % des personnes en mangent insuffisamment et évoquent leur prix comme premier obstacle

L'alimentation participe pleinement de la paupérisation des populations déjà modestes, et renforcent les inégalités sociales et territoriales déjà constatées.

## « 1000 » comme « 1000 vaches »

La ferme des 1000 vaches est une unité industrielle qui vise à la production d'électricité à partir du méthane issu des excréments du bétail élevé. La production de lait, de médiocre qualité, devient secondaire. L'Europe encourage ce type de projet via la directive de libéralisation de l'énergie. Cette ferme constitue une concentration d'animaux sans précédent en France, qui seront alimentés à base d'OGM, traités par antibiotique pour prévenir les phénomènes épidémiques : une catastrophe en terme écologique, alimentaire et de bien-être animal. Nous refusons ce capitalisme vert au détriment de l'agriculture paysanne et de la transition écologique. En effet, l'usine propriété d'un grand patron du nord, 369ème fortune française pourrait préfigurer de l'éclosion des « fermes folles » en France, pilotées par des groupes de la grande distribution ou des fonds spéculatifs...

## « A » comme « Agriculteur »

La France est le premier pays agricole de l'Union européenne, avec 27 millions d'hectares cultivés. L'agriculture représentait 3,5 du PIB en 2012, soit plus 70 milliards d'euros. Ce secteur d'activité génère 750.000 emplois ruraux. Depuis 10 ans, 25 % des exploitations agricoles ont disparues. En 20 ans, on est passé de 2 millions d'exploitations à 350.000, employant en moyenne 1,5 salariés. Vieillesse inquiétante de la population agricole, course au foncier et concentration des exploitations : l'installation des jeunes représente un des principaux enjeux pour l'agriculture et l'alimentation de demain.

En 2 ans, les revenus des exploitations ont diminué de 25 %. Le montant moyen de la pension des retraités agricoles est de 411 euros par mois. Pour les anciens chefs d'exploitation avec une retraite le chiffre « culmine » à 704 euros, sous le seuil de pauvreté. Le Parti communiste français propose que les retraites ne puissent pas inférieure à 85 % du SMIC.

## « B » comme « Biologique »

Le coût écologique de notre modèle agricole n'est plus supportable. Ce modèle fondé sur la mécanisation, la sélection génétique et les intrants a été efficient, car il a permis une augmentation exceptionnelle des rendements. Mais à long terme il n'est pas durable, car en plus d'être trop polluant il recourt à l'usage massif des énergies fossiles. Il faut donc le transformer pour aller vers une agriculture écologique, qui tire parti des res-

sources génétiques existantes, des savoirs vernaculaires des agriculteurs, ainsi que des avancées dans les sciences écologiques et agronomiques.

La libéralisation des échanges et la marchandisation du vivant constituent des obstacles majeurs à cette réorientation vers une agriculture écologique.

La population est d'ailleurs un point d'appui pour mettre en œuvre cette transition : une prise de conscience croissante des dangers de l'agriculture industrielle pour les producteurs, les consommateurs et l'environnement d'une manière générale, a fait par exemple exploser la demande de produits réputés « biologiques ». Mais cette exigence de produits de qualité, répondant à des normes environnementales, au respect des terroirs ou du goût, est aussi l'objet d'une exploitation. Elle a conduit à la multiplication de labels, souvent à l'initiative des multinationales de l'agro-alimentaire. Ces labels sont bien souvent avant tout des outils marketing, pour stimuler les ventes et justifier des tarifs plus élevés. Ce n'est pas la seule contradiction : la France importe près de 40 % de ses produits bio, avec une empreinte carbone excessive... Ce capitalisme, repeint en vert, est une nouvelle impasse.

## « B » comme « Blocage des prix »

Le coefficient multiplicateur a été mis en place à la libération afin de protéger les paysans et les consommateurs des pratiques abusives des intermédiaires notamment en matière de marges. L'objectif était de permettre la satisfaction des besoins des Français par une maîtrise publique et d'empêcher les spéculateurs de déstabiliser les prix. Ce coefficient a été supprimé en 1986 à la demande de la grande distribution lui offrant ainsi des garanties exorbitantes pour faire pression à la baisse sur les prix d'achat aux producteurs.

C'est pourquoi nous proposons l'encadrement du prix de vente des produits alimentaires en appliquant un coefficient multiplicateur garantissant le juste prix pour le consommateur et un prix rémunérant correctement le travail des producteurs.

Par ailleurs, le prix des denrées alimentaires de base (lait, viande, pain, fruits et légumes) sera bloqué.

## « C » comme « Circuits courts »

Un circuit court est un circuit de production et de distribution inférieur à 100 km et dans lequel il existe un petit nombre d'intermédiaires. Les circuits courts sont au cœur d'une « économie équitable » pour un développement durable. C'est une autre façon de produire et d'échanger.

Les enjeux des circuits courts sont considérables : captation de valeur en faveur du producteur, réalisation d'économies sur les ressources et la chaîne de coûts (transports, intermédiaires...), relocalisation de la production, renforcement de l'ancrage territorial, création de lien social et de synergies locales (producteurs, intermédiaires, artisans, commerçants, collectivités locales et consommateurs...), souveraineté alimentaire, développement des modes de transports alternatifs (derniers kilomètres électriques, transport fluvial...).

## « E » comme « Eau »

97 % de l'eau présente sur notre planète est salée. Les 3% restants, eau douce, sont essentiellement constitués d'eaux souterraines et de glaciers (Groenland, Antarctique, montagnes). Les lacs, les réservoirs, les rivières et les fleuves, ne représentent que 0,3% de l'eau douce ! L'agriculture représente 70 % de la consommation mondiale d'eau. Dans un contexte de changement climatique et d'augmentation de l'aridité dans diverses régions du monde, la maîtrise et la captation de cette ressource précieuse est devenue un enjeu géostratégique et économique majeur, d'autant que plus d'un milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable.

L'agriculture est par exemple le secteur qui contribue le plus à la pollution de l'eau, loin devant l'industrie et les particuliers. La pollution engendrée par l'agriculture se traduit notamment par des rejets de nitrates et phosphates contenus dans les engrais, mais aussi les produits phytosanitaires (pesticides, herbicides), les métaux (cuivre, zinc), les déjections animales dans les élevages intensifs (contenants azote et phosphore) massivement rejetés dans le milieu naturel.

C'est donc tout le modèle agricole qu'il faut revoir, afin d'améliorer la qualité globale de l'eau et ainsi éviter des coûts de dépollution aujourd'hui essentiellement supportés par les particuliers (85 % du coût total), alors qu'ils n'en sont pas directement responsables.

## « F » comme « Faim dans le monde »

Chaque année, la faim tue plus que le Sida, le paludisme et la tuberculose réunis. Ce que la FAO (« Food and Agriculture Organization ») vient de confirmer en annonçant qu'une personne sur neuf souffre de la faim (795 millions). La majorité des personnes sous alimentées vivent en Asie (526 millions). Toutes les dix secondes un enfant de moins de cinq ans meurt de faim. Dans les pays en développement, 66 millions d'enfants en âge d'aller à l'école ont le ventre vide. Il suffirait de 3,2 milliards de dollars US pour les nourrir. Il faudra nourrir de main plus de neuf milliards d'êtres humains dans le monde. Les projections pour 2050 annoncent que même sous la barre des 2°C de réchauffement, la moitié de la planète sera exposée à la faim !... Chiffres terrifiants d'un seul et même combat contre la faim, pour la souveraineté alimentaire et la justice climatique. Aussi l'année 2015 est une année importante pour le financement du développement à Addis-Abeba en juillet puis pour le devenir climatique avec la COP 21 de Paris en décembre.

## « F » comme « Forêt »

La France dispose de la 4e forêt en Europe, avec une superficie de 160 000 Km<sup>2</sup> soit 30 % de notre territoire : il s'agit d'un potentiel considérable, source de création d'emplois pour les développer, les valoriser et les aménager en environnement touristique. Bien que la forêt publique ne représente qu'un tiers de la surface forestière française, elle produit 60 % du bois d'oeuvre produit en France. La filière bois génère 400 000 emplois, 60 millions de m<sup>3</sup> sont récoltés chaque année, mais 40 % des forêts ne sont pas exploitées. Pourtant c'est une filière d'avenir : bois de construction, papier, carton, panneaux de particules, bois énergies, biomasse forestière, chimie verte. La recherche pour de nouvelles utilisations doit être fortement encouragée.

## « G » comme « Grande distribution »

La grande distribution exerce un pouvoir considérable sur les prix et l'ensemble des filières agricoles. En France, essentiellement cinq groupes se partagent le gâteau : Mulliez (Auchan), Carrefour, Leclerc, Casino et Intermarché. Pour mesurer leur impact, et à titre d'exemple, il faut savoir que 10% des dépenses alimentaires et d'équipements des Français aboutissent dans les poches de Mulliez (Auchan et autres enseignes du groupe). Le chiffre d'affaire de ce groupe dépasse les 60 milliards d'euros soit 1/4 du PIB de la Grèce ! Le rapport de force est clairement déséquilibré entre de tels géants et les producteurs agricoles. D'ailleurs, la grande distribution réalise des marges de 30 à 50 % sur les produits frais : ainsi des cerises vendues 5 à 6€ le kg ne rapportent au paysan que 0,90€ qui ne couvrent même pas les charges d'exploitation. Certaines enseignes vont même plus loin en rachetant à vil prix les terres de paysans en faillite pour les exploiter directement avec une main d'œuvre sous-qualifiée et sous-payée. D'autres, comme Intermarché, se sont constitués des flottilles de bateaux de pêche sur le même principe.

## « H » comme « Halle alimentaire »

Nos villes et villages ont vu se développer un nombre important d'associations et entreprises inscrites dans l'économie sociale et solidaire qui ont développé une offre alternative à la grande distribution. Cependant, la vente des produits issus des circuits courts et de l'agriculture biologique reste très inégalement accessible à la population, en raison du prix proposé. Les rares enquêtes réalisées sur les circuits courts en France laissent apparaître une très large sous-représentation des ouvriers et employés, et au contraire, une forte surreprésentation des populations très diplômées, des cadres et professions intellectuelles supérieures. Les habitants les plus modestes se retrouvent de fait exclus de ces modes de distribution et de consommation.

Nous devons permettre qu'une bonne alimentation, saine, équilibrée et respectueuse de l'environnement, soit accessible à tous, et un premier pas vers l'alimentation comme bien commun.

## « J » comme « Jardins ouvriers » ou « agriculture urbaine »

L'agriculture a toujours existé dans l'espace urbain, comme en témoigne les ceintures maraîchères autour des grandes villes où les jardins ouvriers se sont développés au cours de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle dans les régions industrielles. Mais depuis les années 50, la sphère domestique s'est de plus en plus marchandisée et s'est opéré un développement constant de l'industrialisation de l'alimentation. Tout au long de la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, les jardins ouvriers ont connu un déclin important : estimés à 250 000 au lendemain de la seconde guerre mondiale, on en comptait plus que 120 000 en 1993.

La diminution de la superficie agricole est deux fois plus forte dans les pôles urbains que dans les autres espaces : diminution de 470 000 hectares de terres agricoles en 10 ans (soit -6,3%) et concerne en premier lieu les cultures maraîchères (-14,3%). La nécessité d'enrayer ce déclin de l'agriculture urbaine devient un enjeu politique fort.

L'agriculture urbaine présente de nombreux avantages : c'est une agriculture écologique et créatrice d'emplois, fournissant une alimentation de qualité pour tous. En s'intégrant plus facilement dans des circuits courts, elle permet de diminuer les coûts, en limitant les frais de transport et de conservation, réduisant ainsi les émissions de CO<sub>2</sub> et le besoin en énergie et en carbone fossile.

L'obstacle foncier est le principal frein au développement de l'agriculture urbaine, il est cependant possible de trouver des solutions contre la spéculation foncière comme par exemple une taxe dissuasive sur les plus-values réalisées lors de ventes de terrain liées à un changement d'affectation.

## « L » comme « Lait »

La mise en œuvre en 1984 de quotas laitiers qui limite la production laitière au niveau de la demande, avait pour objectif de réguler un marché où la surproduction endémique pouvait conduire à un effondrement des prix et donc de la rémunération des exploitants. Ils ont permis de garantir un prix stable aux éleveurs.

Sous la pression des libéraux, l'Union européenne a décidé la suppression des quotas et de libéraliser totalement ce marché depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015 : les prix sont depuis totalement libres, produits des contrats entre les industriels et les producteurs, dans un marché mondial fortement concurrentiel, particulièrement défavorable aux petits exploitants : en Europe, la taille moyenne des exploitations laitières s'établit à 52 bêtes.

Alors qu'on avait fait miroiter aux exploitants que les excédents seraient absorbés par de nouvelles exportations vers les pays émergents, le résultat ne s'est pas fait attendre, en un mois les prix ont chuté de 12 %, à 300 euros la tonne soit 30 euros de moins que ce qui serait nécessaire pour équilibrer les charges d'exploitation.

## « M » comme « Mal-bouffe »

Symbolisée par les *fast food* dans un premier temps, le terme de Mal-bouffe s'étend aujourd'hui plus largement à la dénonciation du modèle productiviste, à l'agriculture intensive. Les scandales alimentaires de ces dernières années justifient l'utilisation de ce terme. Dans les années 90, l'utilisation des farines animales comme alimentation du bétail déclenche « la maladie de la vache folle » et provoque de nombreux décès ; en 2008, le produit chimique la mélanine est retrouvée dans du lait en poudre pour nourrissons ; en 2013, de la viande de cheval est retrouvée dans les plats préparés Findus ou Picard en lieu et place du boeuf, etc.

Le rythme des catastrophes sanitaires s'intensifie sans que les conséquences soient tirées : la Commission européenne étudie le retour des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage.

L'industrie agroalimentaire, pour maximiser ses profits et ses efforts de marketing œuvre à la standardisation des goûts. Par exemple le vin, produit d'un savoir faire, d'un terroir, d'un cépage et d'un concours de circonstances météorologiques est par définition unique et irréprochable. Pour répondre aux injonctions d'homogénéisation de l'agro-industrie, le vin se retrouve dénaturé par l'ajout d'arômes artificiels.

## « O » comme « Organisme Génétiquement Modifié (OGM) »

L'introduction massive d'Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) dans la production agricole et dans la chaîne alimentaire animale ou humaine est un événement aux conséquences sanitaires, écologiques et économiques considérables.

Les techniques de biogénétique permettent de très nombreuses innovations positives en matière de fabrication de médicaments, voire de produits végétaux sains. Mais certains produits sont loin de présenter toutes les garanties pour la santé : l'introduction d'un gène nouveau dans un organisme naturel peut entraîner la production de toxines. Le risque d'allergies alimentaires n'est pas négligeable. Mais le plus sérieux est peut-être la méconnaissance du comportement futur des gènes, dû à « l'effet de position » : on n'est pas assuré que la fonction du gène introduit va être conservée, que le rôle connu qu'on lui attribue n'en cache pas un autre.

99% des OGM actuellement diffusés dans l'environnement sont des plantes tolérantes ou produisant des pesticides : certains permettent une moindre utilisation de pesticides, mais la plante crée tout au long de la vie son propre herbicide. D'autres sont destinés à rendre la plante résistante à un type d'herbicide, ce qui permet une utilisation massive et répétée de l'herbicide en question. On ignore les conséquences sur la résistance induite pour les insectes. De plus on introduit le risque de croisement de cette nouvelle plante résistante à un herbicide avec une mauvaise herbe. La conséquence environnementale la plus grave est sans aucun doute la perte de diversité biologique : les plantes génétiquement modifiées risquent de dominer et d'envahir les champs.

Les OGM sont un véritable pactole pour une demi-douzaine de grands groupes obtenteurs de semences : Monsanto, Novartis, Dupont de Nemours, Aventis, Rhône Poulenc, Agrevo ou Zeneca. Leurs semences sont dans les catalogues d'achat par lesquels les agriculteurs doivent obligatoirement passer, elles sont brevetées, commercialement protégées, ce qui interdit aux agriculteurs de replanter le fruit de leur récolte comme ils le faisaient depuis des siècles. Ces firmes multinationales accaparent et dominent l'alimentation elle-même, mais aussi toute l'industrie des produits dérivés et des médicaments. La dernière trouvaille des semenciers consiste à mettre sur le marché des plantes qui ne peuvent se reproduire, (le fameux gène « Terminator », pour l'instant interdit sous la pression des agriculteurs) ce qui impose aux paysans un rachat annuel et une soumission totale au marchand. Les conséquences sont la marginalisation des petits paysans, l'abandon de terres et d'espèces locales bien adaptées aux conditions géographiques et aux pratiques culturelles et sociales du milieu, la fragilisation des liens avec le patrimoine ancestral.

## « P » comme « Productivisme »

En 10 ans, un quart des exploitations agricoles a disparu. La majorité des agriculteurs est victime d'un modèle agricole productiviste, qui dans un contexte de libéralisation des marchés agricoles, conduit certains à s'agrandir ou à intensifier leurs activités alors que d'autres sont condamnés à cesser leur métier. Sous la pression de grands groupes de l'industrie agro-alimentaire, de fonds spéculatifs ou même d'industriels du BTP, une nouvelle étape de la concentration agraire se met en place avec la création de très grandes exploitations agricoles, remplaçant progressivement les exploitations familiales. C'est ce que l'on appelle l'agriculture de firme. Ces exploitations géantes se caractérisent par une mécanisation maximum et le recours à une main d'oeuvre sous-qualifiée. Enfin, en accordant la préférence aux exportations, elles entrent en contradiction avec le principe de souveraineté alimentaire qui permettrait aux peuples de se nourrir eux-mêmes.

## « P » comme « Pêche »

La politique commune de pêche (PCP) est née en 1983, c'est l'Europe bleue. Ses objectifs étaient réputés prévenir la surpêche, garantir aux pêcheurs des moyens d'existence pérennes, approvisionner les transformateurs et les consommateurs, améliorer la préservation et la gestion des ressources, assurer le développement équilibré des territoires.

Les orientations ultra libérales de l'Europe l'ont conduites à s'écarter de ces objectifs.

En France, la flotte a été réduite de manière drastique - le nombre de bateaux a décliné de 30% en 25 ans, l'emploi a chuté aussi de 30% en 15 ans seulement, de 50% depuis 1975 - au profit de quelques armateurs de la pêche industrielle, et au détriment de la pêche artisanale.

Conséquence : l'importation de produits de la mer passée de 30% à 60% pour satisfaire la consommation. L'Europe est le premier importateur de poissons de la planète. L'insuffisance et l'imprécision des mesures de la PCP ont conduit ce secteur d'activité à grave crise économique, avec d'importants effets sociaux, conjuguée à une crise écologique majeure.

Crise écologique avec la réduction massive des réserves halieutiques (88 % des réserves communautaires sont surexploitées contre 25 % au niveau mondial) et même la disparition d'espèces dans certaines zones géographiques : disparition de la morue des Grands Bancs de Terre Neuve à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, réduction de plus de 80 % de la population de Mérous en Afrique de l'ouest, la quantité de Chinchards en zone Pacifique sud a été divisée par 10 en 20 ans... En cause la surpêche, et des pratiques absurdes : pour trois poissons pêchés, deux sont rejetés sans vie à la mer. Selon certains océanographes, « *sans poisson, la mer risque de se transformer en une immense étendue d'eau boueuse, saturée d'algues toxiques et de méduses, comme on le constate dans certaines zones* ».

Avec le Front de Gauche, nous portons l'exigence de politiques publiques répondant au défi alimentaire. Nous refusons la concurrence libre et non faussée au service de navires sous pavillons de complaisance, aux normes sociales du moins disant, pillant les ressources halieutiques au bénéfice de fonds de pension spéculant sur les quotas de pêche. Nous défendons une pêche artisanale, relocalisée, rémunératrice. Nous militons en terme de santé publique, à la consommation, la diversité des produits alimentaires et des produits de la mer.

Il s'agira prioritairement, dans le cadre de la Politique commune de la Pêche

- D'engager la France auprès de nos partenaires en faveur de la souveraineté alimentaire.
- D'orienter de nouvelles politiques publiques visant à assurer une activité relocalisée et rémunératrice des marins, à lutter contre les importations au prix de dumping, à encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs.



- En France, il faudra reprendre la main sur une gestion publique, globale et non marchande, en s'opposant aux concessions de pêches transférables.
- Avec le concours de pôles publics bancaires, nous financerons la recherche publique au bénéfice de programmes sur la ressource halieutique, nous budgéterons la formation et la protection sociale de nouvelles générations de pêcheurs et de travailleurs de la mer.

## « P » comme « Politique agricole commune (PAC) »

Mise en place dans le Traité de Rome de 1957, la Politique Agricole Commune (PAC) visait à l'indépendance alimentaire de l'Europe. Elle a favorisé la productivité agricole par le progrès technique, privilégiant le modèle intensif. Elle reposait sur trois principes : liberté d'échange au sein de l'Union et prix unique, préférence communautaire par la mise en place de tarifs douaniers, solidarité financière entre les états producteurs.

La vague libérale des années 1980 et 90 envoie notre agriculture dans les bras des marchés : baisse des prix d'intervention, réduction des surfaces en production, suppression des prix de seuil, réduction des barrières douanières. Pour orchestrer ce tournant libéral, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est créée en 1993. C'est ainsi que les seuls soutiens à l'agriculture tolérés sont ceux qui n'affectent ni le fonctionnement des marchés, ni la détermination des prix ...

Il est possible d'aller vers une nouvelle Politique Agricole et Alimentaire Européenne, cohérente avec l'objectif de souveraineté alimentaire, se centrant sur la réponse aux besoins du marché intérieur plutôt qu'aux échanges sur le marché international sur la base du moins disant social et environnemental. Il est indispensable de mettre en place des outils de régulation des marchés, des stocks européens de sécurité alimentaire, des mesures contre la spéculation afin de développer une agriculture de qualité, reconnaissant le droit à une juste rémunération du travail, et notamment la répartition de la valeur ajoutée dans les filières, sans alourdir le ticket de caisse des consommateurs.

En somme, réorienter la Politique agricole commune vers le soutien à l'emploi agricole et aux exploitations à taille humaine, pour des productions de qualité, y compris sur le plan sanitaire et environnemental.

## « R » comme « Roundup »

Il est le produit phare de Monsanto, entreprise américaine spécialisée dans les biotechnologies agricoles. Cet herbicide est le produit chimique agricole le plus puissant au monde. Les cultures qui résistent au Roundup, dont seul Monsanto a la recette, sont en fait bien plus riches en toxicité que les autres simplement parce qu'elles absorbent le composant chimique se retrouvant ainsi directement dans nos assiettes. Le Roundup contient notamment du glyphosate, considéré comme étant "probablement cancérigène".

Aujourd'hui, la multinationale détient 80% du marché du maïs américain et 93% du marché du soja.

Face à ce problème de santé publique, Ségolène Royal a annoncé l'interdiction, à partir du 1er janvier 2016, de la vente en libre-service aux particuliers des produits désherbants contenant du glyphosate, donc ce fameux Roundup. Ces derniers n'en utilisent pourtant que 2 000 tonnes alors que les agriculteurs et les professionnels en épandent 8 500 tonnes ! Où est la cohérence ? Si le Roundup est dangereux, il faut l'interdire partout et pour tous.

## « R » comme « Recherche »

Encourager et financer la recherche publique qui travaille sur de nouveaux modes de développement et de productions capables de répondre à la fois au déficit démographique croissant tout en respectant l'environnement.

Les finalités, priorités et méthodes de la recherche agronomique publique, notamment celles menées au sein de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), des instituts techniques de recherche appliquées, seront remises à plat, au travers d'un débat démocratique au service de la transition écologique de l'agriculture.

Des programmes de recherche seront impulsés intégrant tant la recherche fondamentale que le savoir-faire des paysans avec des objectifs qualitatifs, de souveraineté alimentaire et de développement de production complémentaires (production d'énergie, recyclage des déchets verts ...).

Une réforme de l'INRA permettra de le libérer des lobbies privés.

## « S » comme « Santé »

Dans les pays riches, cinq des sept principaux facteurs de risque de mort prématurée sont liés à l'alimentation : pression artérielle, hypercholestérolémie, surpoids, consommation insuffisante de fruits et légumes, consommation excessive d'alcool. Ainsi, l'alimentation pourrait être une piste essentielle pour prévenir l'augmentation préoccupante de l'obésité, du diabète, du cancer, des maladies cardio-vasculaires, et peut-être même de la maladie d'Alzheimer. Les coûts directs ou indirects des maladies liées à l'obésité ou au surpoids ont été évalués entre 2 et 7 % des budgets nationaux de santé publique.

L'enjeu est de modifier les habitudes alimentaires par l'apprentissage des goûts, l'accès facile à une alimentation diversifiée, une garantie de qualité, une image positive dans les représentations.

## « S » comme « Spéculation »

Les cours des produits agricoles sont particulièrement volatiles. D'abord parce que la production est largement soumise aux aléas climatiques (inondations, sécheresse, changement climatique). Ensuite parce que la demande croît proportionnellement à celle de la population mondiale. Par ailleurs, des phénomènes spécifiques concourent au renchérissement des prix, par exemple la conversion de cultures alimentaires en cultures destinées aux agrocarburants. Enfin parce qu'ils font l'objet d'une spéculation acharnée.

Entre 2007 et 2008, les émeutes de la faim ont été le produit de la partie de Monopoly qui s'est jouée sur les marchés. En moins d'un an, l'indice des prix FAO (mesurant un panier alimentaire) avait grimpé de 50 %, et même de 87 % pour les céréales. Les fonds spéculatifs, fuyant la débâcle de la crise des subprimes ont trouvé dans les produits agricole un nouveau terrain de jeu. Le phénomène est massif : seulement 2 % des contrats de vente portant sur les matières premières aboutissent effectivement à la livraison d'un produit : tout le reste n'est qu'échange purement spéculatif.

Les banques françaises ne se tiennent pas à l'écart de ces juteuses pratiques : 3,56 milliards d'euros de fonds spéculatifs sur les matières premières agricoles seraient détenus par la BNP, la Société Générale et Natixis. Le candidat François Hollande semble avoir oublié ses promesses de lutte contre la volatilité des marchés agricoles.

Les communistes et le Front de gauche proposent une nouvelle organisation de l'agriculture dans le cadre des Nations Unies afin de soutenir le développement de marchés régionaux et de réguler les marchés mondiaux.

## « T » comme « Terres »

En 50 ans, la surface agricole utile a diminué de 20 % en France, passant de 35 à 28 millions d'hectares (dont 18 millions d'hectares de terres arables et près de 8 millions d'hectares de prairies). Cette amputation s'est opérée de façon quasi irréversible au profit de la ville, du logement, des infrastructures (routes, zone d'activité commerciale, artisanale ou de logistique..) à hauteur de 2,5 millions d'hectares. C'est aujourd'hui l'équivalent d'un département tous les six ou sept ans qui se retrouve ainsi « bétonné » en France.

Le rythme de cette « artificialisation » des terres est en constant accroissement depuis 15 ans. En cause, l'étalement urbain qui est l'omega des politiques urbaines sous la pression de l'augmentation du prix du foncier immobilier. Résultat, cette pression se transmet au foncier agricole, avec la raréfaction des terres.

Le prix moyen d'un hectare agricole s'élevait à 5 230 euros en 2010, ce qui met l'exploitation de taille moyenne à plus de 250 000 euros. Pour de jeunes agriculteurs, s'installer sans hériter de terres familiales est devenu hors de prix.

Les pistes d'une nouvelle politique foncière :

- une politique foncière au service de la transition écologique de l'agriculture et de l'aménagement équilibré du territoire.
- encourager les politiques foncières qui encouragent une production alimentaire au plus près du consommateur pour des raisons de transport, de fraîcheur des produits mais aussi d'emploi dans certains bassins (voir aussi à « C comme Circuits-courts »).
- encourager les SAFER à jouer leur rôle dans la préservation de l'espace foncier, ravagés par l'étalement urbain et synonyme de pollution.

## « T » comme « TAFTA »

En 2013, l'Union européenne et les États-Unis ont entamé des négociations en vue de conclure un accord commercial bilatéral, le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (PTCI/TAFTA)

Ces négociations sont l'aboutissement de plusieurs années de lobbying des groupes industriels et financiers, européens et étatsuniens. Il s'agit d'un des accords de libre-échange et de libéralisation de l'investissement les plus importants jamais conclus, représentant la moitié du PIB mondial et le tiers des échanges commerciaux. Pour la Commission européenne, qui négocie au nom de tous les pays de l'Union européenne, il s'agit d'ériger cet accord en modèle, avec des conséquences pour tous les pays du monde, notamment dans le secteur de l'agriculture.

Au delà des droits de douane agricoles qui sont littéralement attaqués par cet accord et ne permettront plus de se protéger vis à vis de l'agriculture étatsunienne plus industrielle et plus « compétitive », ce sont les normes revues par le bas qui sont un véritable danger.

Les multinationales vont se saisir de ce nivellement par le bas des normes européennes sanitaires. Ainsi, ce sont les OGM, la volaille désinfectée avec des solutions chlorées, les bœufs aux hormones, bourrés d'anti-biotiques, etc.

D'autres règles publiques d'importance pourraient se retrouver menacées dans cet accord, concernant les résidus de pesticides ou les additifs alimentaires. C'est le cas de l'interdiction dans l'Union européenne de l'usage de la ractopamine utilisée aux États-Unis dans l'alimentation animale pour stimuler la croissance et en modifier la qualité, qui pourra se retrouver dans la nourriture de nos bestiaux.

## « V » comme « Viande »

L'agriculture d'élevage est confrontée à plusieurs enjeux majeurs.

L'accroissement considérable de la consommation de viande dans le monde, fortement consommatrice de terres arables pour produire l'alimentation des bêtes (grains, soja,...), a un fort impact sur l'environnement (déforestation notamment) comme sur les paysans les plus pauvres. L'avenir n'est pas l'augmentation sans fin d'une production industrielle de mauvaise qualité, mais au contraire à l'aide et au développement de production de qualité, localisée, et rémunératrice pour des agriculteurs aujourd'hui soumis à une pression économique intense (500 suicides d'éleveurs en France entre 2010 et 2013).

Face à cet objectif, plusieurs obstacles : la libre concurrence et la circulation des produits sans véritable contrôle (seuls 0,01 % des produits sont vérifiés par les douanes à leur entrée sur le territoire européen), les fraudes (par exemple le scandale des Lasagnes à base de viande chevaline), l'absence de traçabilité, la perspective d'un Traité transatlantique (Tafta) avec comme conséquence l'arrivée de viandes d'origine US, issu d'un élevage ultra-intensif à base d'hormones et autres anti-biotiques, etc...